

TAXE D'APPRENTISSAGE

Déclaration relative à l'année 20..... ou à la période du 20..... au 20.....
(si l'activité a commencé ou cessé en cours d'année)

► **AVANT DE REMPLIR CET IMPRIME CONSULTER LA NOTICE EXPLICATIVE EN PAGES 3 ET 4**

I. IDENTIFICATION DU DECLARANT

- **NOM ET PRENOMS** (ou dénomination et forme de l'entreprise) _____
- **ACTIVITES EXERCEES** (souligner l'activité principale) _____
- **ADRESS** : a) du siège, du cabinet, ou de l'établissement principal _____ Tél : _____
b) des cabinets ou établissement secondaires _____ Tél : _____
c) du domicile du déclarant _____ Tél : _____
- **N° SECURITE SOCIALE** _____ - **N° REGISTRE DU COMMERCE** _____

II. DETERMINATION DU MONTANT DE LA TAXE

Revenus à prendre en considération pour l'établissement de l'assiette		Montant brut	Déduction ou abattement	Montant net
1	RENUMERATIONS PRINCIPALES			
	Montant brut _____ A			
	Montant cumulé des déductions pour pensions ou retraites _____ B			
	Montant net _____ A - B = C			F
2	INDEMNITES DE DEPAYSEMENT			
	Montant brut _____ D			
	Montant cumulé des abattements _____ E			F
	Montant Net _____ D - E = F			F
3	RENUMERATIONS ACCESSOIRES OU DIVERSES			
	Montant brut _____ G			
4	INDEMNITES DE RUPTURE DE CONTRAT DE TRAVAIL			
	Montant brut _____ H			F
5	AVANTAGES EN NATURE			
	_____ I			F
6	TANTIEMES, JETONS DE PRESENCE ET AUTRES RENUMERATIONS ACCORDEES A CERTAINS DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS DE SOCIETES			
	_____ J			F
TOTAL = C + F + G + H + I + J = K				F

► **MONTANT DE LA TAXE BRUTE :** K

► **TOTAL des dépenses à raisons des quelles l'exonération est demandée (voir calculs au verso)** _____

Nombre de salaires :

Au 01-01 ou au commencement de la période d'activités

dont apprentis _____

Au 31-12 ou en fin de période d'activité

dont apprentis _____

Le déclarant,

A _____ le _____
Signature

Certifie, sous peine de l'application de sanctions fiscales que les éléments déclarés sont rigoureusement exacts

III. DEPENSES LIBERATOIRES

7 - Pour les employeurs assurant eux - mêmes des actions de formation technologiques ou professionnelles, indiquer :

- Les frais de cours supportés par les assujettis.....
- Les salaires des techniciens chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation des apprentis et du perfectionnement des adultes.....
- Les subventions, bourses et allocations d'études ou de stages de perfectionnement.....

A

B

C

8 - Pour les employeurs confiant à des établissements ou organismes habilités le soin d'assurer en leur lieu et place des actions de formation technologiques ou professionnelles, indiquer :

- Les noms et adresse des établissements

1

2

3

- Le montant des concours versés à chacun d'eux

1

2

3

9 - Pour l'ensemble des employeurs, indiquer le montant global des rémunérations versées aux apprentis avec les quels un contrat d'apprentissage a été établi (voir état justificatif)

D

10 - TOTAL des dépenses à raison desquelles l'EXONÉRATION est demandée (A + B + C + 1 + 2 + 3 + D)

IV. ETAT JUSTIFICATIF POUR LES EXONERATIONS AU TITRE DES SALAIRES DES APPRENTIS

NOM ET PRENOM	N° Matricule interne Dans L'entre prise	N° D'entre- Gstre- Ment Du contra	Date De Debut Du contrat	Durée Du Contrat	Nbre De Mois	Rémunération
1	2	3	4	5	6	7
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						

Total

Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

AVIS DE LA COMMISSION TECHNIQUE

EXONERATIONS ACCORDEES

TAXE DUE

QUI DOIT REMPLIR CETTE DECLARATION ?

- La déclaration DCD-TA-100 doit être souscrite par tous les contribuables passibles de la taxe d'apprentissage
- ▶ C'est – à – dire par toutes les personnes physiques ou morales soumises obligatoirement ou sur option à un régime d'imposition au titre des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux.
 - ▶ La taxe d'apprentissage est également due par :
 - les contribuables dont le bénéfice imposable est fixé forfaitairement ;
 - les contribuables passibles de l'impôt forfaitaire sur les bénéfices ;
 - les associations à but lucratif et plus généralement celles entrant dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'associations ;
 - les offices, les établissements publics à caractère industriel et commercial et les sociétés d'économie mixte ;
 - les entreprises qui ne peuvent revendiquer une exonération de la taxe en vertu d'une disposition expresse contenue dans le Code des Investissements.
 - ▶ Les personnes physique ou morales, quels que soient leur forme juridique et leur régime fiscal d'imposition, ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement sont exonérées de la taxe.

QUELLS SONT L'ASSIETTE, LE TAUX ET LE MONTANT DE LA TAXE ?

- La taxe d'apprentissage est assise sur le montant global des revenus nets annuels imposable à l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires – avant l'abattement spécifique de 200.000 F -, mis à la disposition de leurs salariés par les personnes physiques ou morales entrant dans le champ d'application de la taxe. En d'autres termes, l'assiette doit correspondre au total du montant indiqué à la colonne 17 de la rubrique « traitements, salaires et revenus assimilés » de l'imprimé intitulé « Déclaration annuelle récapitulative » (dite DAR) n° DCD-TS – BNC/ DAR 500 que tout employeur est tenu de souscrire avant le 1^{er} février de l'année qui suit celle du versement des revenus concernés.
- ▶ Le taux de la taxe est de 1,2%
 - ▶ Le montant de la taxe est obtenu en appliquant le taux au total des éléments taxables, lesquels doivent être déterminés suivant les modalités exposées à la page 1 de la présente déclaration. Au demeurant, il dit y avoir similitude entre la case K et la colonne 17

LIEU DU DEPOT ET DELAIS DE DECLARATION

- La déclaration doit être souscrite en un seul exemplaire et déposée auprès du service des Contributions Diverses du lieu de souscription de la déclaration de résultat, c'est – à – dire en général celui du principal établissement ou du siège d'exploitation. Elle doit être déposée avant le 31 mars de l'année suivant celle du paiement des rémunérations taxables.

PRECISION IMPORTANTE

- Votre attention est attirée sur le fait qu'il est de votre intérêt de remplir avec le plus grand soin possible la présente déclaration ; vous facilitez ainsi la tâche du service et évitez qu'il ne commette des erreurs qui pourraient vous être préjudiciables. Les agents de l'administration fiscale sont à votre disposition pour vous fournir tous renseignements utiles et nécessaires à la rédaction de votre déclaration.
- ▶ Le dépôt tardif de la déclaration, ainsi que les omissions ou inexactitude relevées dans les indications qu'elle doit comporter donnent lieu à l'application de sanctions fiscales sévères.

PAGE 1

Rappel de notions fondamentales quant à la définition des revenus à prendre en considération pour l'établissement de l'assiette de la taxe.

- 1 **Par « rémunérations principales »,** il y a lieu d'entendre les traitements et salaires proprement dits, publics et privés, quelle que soit la situation de leurs bénéficiaires au regard de la législation du travail ou de la législation sociale. A ce titre sont notamment imposables les revenus ayant leur source dans les rémunérations payées par l'Etat, les collectivités publiques, les offices, les établissements publics et les sociétés d'économie mixte, dès lors que la partie versante est passible de la taxe d'apprentissage.

- ▶ Les salaires versés aux apprentis sont à comprendre dans l'assiette de la taxe

Le montant imposable est un montant net, c'est – à – dire après déduction de retenues effectuées pour la constitution des pensions ou des retraites. Pour être admis en déduction, ces prélèvements doivent être effectués à titre obligatoire. Dans la majorité des cas, le taux de la retenue est de 1,6% et il ne peut en toute

Hypothèse dépasser 6% dans certaines circonstances bien définies (ex : cas des travailleurs expatriés).

2

Les « indemnités de dépaysement » entrent dans le calcul de l'assiette. Toutefois, cette indemnité allouée à certains travailleurs étrangers expatriés au Niger est imposable sous déduction d'un abattement de 17% calculé sur le montant de la somme représentative de la rémunération brute principale et de l'indemnité de dépaysement. Pour ouvrir droit à l'abattement dont il s'agit, l'indemnité de dépaysement doit au moins être également 40% de la rémunération brute principale.

3

Par « rémunérations accessoires ou diverses », il y a lieu d'entendre les rémunérations perçues en sus des traitements et salaires proprement dits. Il en est ainsi en particulier des allocations afférentes à la qualité du travail ou au statut du personnel dans l'entreprise (primes d'ancienneté, d'assiduité etc...), des allocations afférentes aux conditions de travail (primes ou indemnités de sujétions, de risque, de pénibilité, de responsabilité, de caisse etc...), des allocations ou indemnités pour frais professionnels dès lors qu'elles ne répondent pas aux conditions posées pour être exonérées, des indemnités, remboursements et allocations forfaitaires pour frais versés aux dirigeants de sociétés, des avantages divers pouvant être accordés aux salariés (prise en charge par l'employeur de cotisations sociales normalement à la charge du salarié, de primes d'assurances, paiement direct par l'employeur de charges incombant personnellement au salarié etc...), des commissions calculées généralement en proportion du chiffre d'affaires réalisé dès lors qu'elles sont perçues dans l'exercice d'une profession salariée.

4

Les « indemnités versées salarié en cas de rupture de contrat de travail », lorsqu'elles correspondent à l'attribution d'un salaire de congédiement, entrent dans le calcul de l'assiette de la taxe ; il en est de même des indemnités ou primes versées en cas de départ ou de démission volontaire du salarié.

5

Les « avantages en nature » dont bénéficient les salariés entrent dans le calcul de l'assiette de la taxe ; les avantages en nature consistent dans la concession gratuite au salarié d'un bien dont l'employeur est propriétaire ou locataire ou dans la fourniture de prestations de services. Les avantages en nature sont évalués sur les bases forfaitaires suivantes :

- ❖ logement : 20.000 F par pièce et par mois,
- ❖ ameublement : 1/3 de la valeur déterminée dans les conditions ci-dessus,
- ❖ eau, électricité : 50.000 F par mois,
- ❖ domesticité : selon les tarifs minima fixés par l'Inspection du Travail,
- ❖ nourriture : 25.000 F par personne et par mois,
- ❖ véhicule automobile : 20.000 F par véhicule et par mois

6

Entrent également dans le calcul de l'assiette de la taxe, les revenus provenant de l'exercice de certaines **fonctions privées**. Tel est notamment le cas des rémunérations de certains dirigeants de sociétés. Ont ainsi le caractère de traitements et salaires :

- ❖ Dans les sociétés anonymes : les tantièmes et jetons de présence spéciaux, ainsi que le traitement, les participations et avantages divers attribués à titre de rétribution de leurs fonctions aux administrateurs exerçant des responsabilités spéciales de direction (président du conseil d'administration, directeur général, administrateurs provisoirement délégués, membres du directoire).
- ❖ Dans les sociétés à responsabilité limitée : les appointements de tout nature et les tantièmes perçus par les gérants minoritaires, qu'ils soient ou non associés et par associés non gérants.

PAGE 2

- Sur demande expresse des assujettis, demande à formuler sur la page 2 de la déclaration, des exonérations partielles ou totales peuvent être accordées en considération des dépenses effectuées au cours de l'année d'imposition en faveur des actions de formation technologiques ou professionnelles des travailleurs déjà engagé dans la vie active, soit directement, soit par l'intermédiaire d'établissements ou d'organismes consacrant la totalité ou une partie de leurs ressources au but recherché.

7 à 9

A l'exclusion de toutes autres, les dépenses libératoires sont celles figurant en face des numéros concerné

- A peine d'irrecevabilité, les dépenses évoquées en vue de l'exonération doivent être intégralement justifiées par tous moyens appropriés (facteurs, bulletins de salaires, conventions de stage, attestations des établissements ou organismes de formation, reçus divers etc...).
- les pièces justificatives doivent impérativement être jointes à la demande d'exonération, éventuellement récapitulées sur un bordereau d'envoi.
- L'« ETAT JUSTIFICATIF POUR LES EXONERATIONS AU TITRE DES SALAIRES DES APPRENTIS », doit être rempli avec une grande précision. Pour simplifier le décompte du nombre de mois ou le début des périodes à prendre en considération pour les exonérations au titre des salaires des apprentis, il est recommandé de prendre comme point de départ le premier jour du mois pour un contrat prenant fin avant le 16 et le premier jour du mois suivant pour un contrat prenant effet après le 15 du mois.